

AFFAIRE DES 02 MILLIARDS

CES PREUVES QUI METTENT SAMUEL SARR HORS DE CAUSE

A LIRE AUX PAGES 6 ET 7

● Alassane Ouattara met son avocat dans l'affaire pour aider Me Wade à recouvrer ses 07 milliards chez Cheikh Amar.

● Me Abdoulaye WADE à Samuel Sarr : « Je te charge d'aller voir Cheikh AMAR et de lui dire de changer d'attitude à mon égard »

● Me Seydou DIAGNE rédige la requête contre Cheikh AMAR, aux fins d'inscription d'une hypothèque conservatoire rédigée le 02 Février 2019, on peut lire : Me Abdoulaye Wade est « créancier du sieur Pape Cheikh Amadou AMAR, de la somme en principal de 13.999.000 de dollar soit 7.935.171.308 fcfa, ainsi répartie à titre de prêt ainsi qu'il suit : 10.000.000 USD soit 5.668.254fcfa pour virement du 23 Mai 2012 et 15.000.000 SAR soit 3.999.000 USD soit 2.266.369.866 fcfa par chèque du 07 novembre 2012 ».

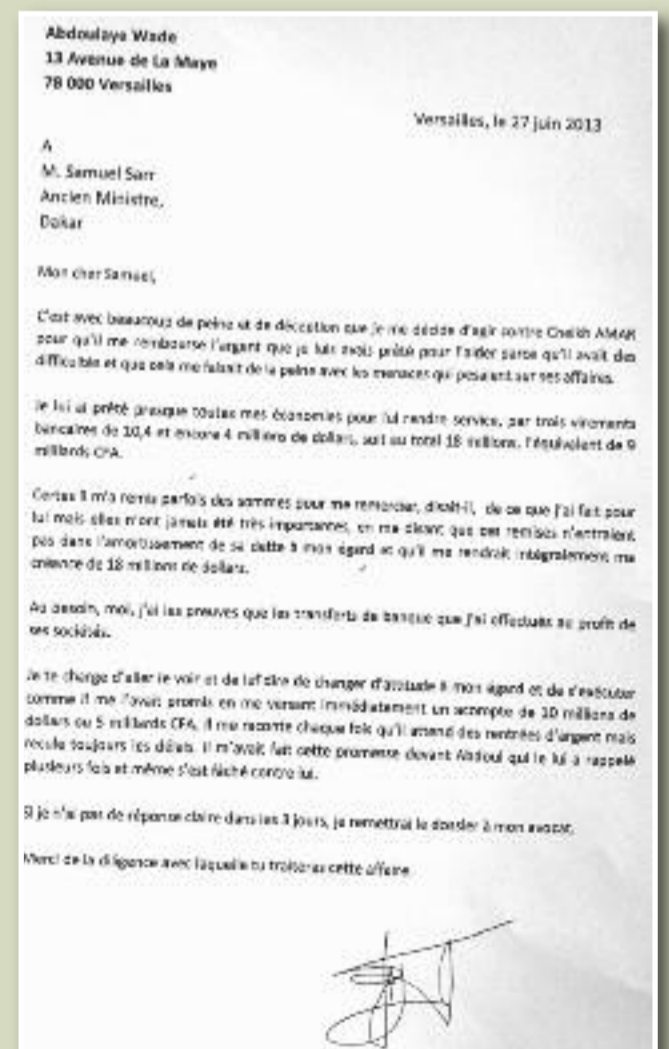
● DAKARTIMES va publier la liste des personnes à qui WADE a distribué ces 02 milliards à travers Samuel SARR, avec plusieurs décharges.

● DakarTimes va publier tous les documents

● Me Abdoulaye WADE dans sa lettre adressée à son avocat ivoirien Mamadou KONE Bâtonnier : « Je lui ai prêté sur sa demande, par chèque de banque, établi par ma Banque, en sa faveur, successivement les sommes de 10 millions USD et 4 millions USD, soit l'équivalent de 07 milliards de FCFA »

● « Cette créance a déjà été reconnue par quelques acomptes déjà versés sous forme de traites commerciales tirées sur la banque Attijari Sénégal compte n° : 0810046000 12 dont Monsieur Amar était le tireur et Monsieur Abdoulaye WADE le bénéficiaire ainsi qu'il suit : Traite de 500.000.000fcfa, du 29/12/2014 au 30/03/2015, Traite de 500.000.000fcfa du 30/09/14 au 28/12/2014, Traite de 500.000.000fcfa du 01/04/15 au 30/06/15, Traite de 400.000.000fcfa du 30 Juin 2014 au 29 septembre 2014.

● Sur les 07 milliards qu'il devait à Wade, Cheikh AMAR a remboursé 02 milliards qu'il a remis à Samuel SARR sur décharges, sur instruction de l'ancien président.



LES AVOCATS DE SAMUEL SARR VONT DÉPOSER UNE PLAINTE

36 conseillers municipaux quittent Aliou sall pour Bougane



Ce sont 36 conseillers municipaux de la ville de Guédiawaye qui ont rejoint Gueum Sa Bopp. Un ralliement qui va agrandir les rangs du mouvement politique de Bougane Guèye Dany qui s'est montré rassuré et satisfait avant de les inviter à continuer à mettre en œuvre le travail à la base pour une large victoire au soir du 23 Janvier 2022. La cérémonie de ralliement a eu lieu au complexe de la Baguette d'Or. Les 36 conseillers municipaux de la ville de Guédiawaye étaient accompagnés de l'adjoint au maire Racine Ba. Bougane n'a pas aussi manqué de rendre hommage aux nouveaux conseillers démissionnaires, magnifiant leur courage et leur abnégation. Prenant la parole l'adjoint au maire Racine Ba, chef de la délégation des conseillers démissionnaires est revenu sur les motivations de leur démission non sans fustiger la gestion de l'actuel maire de Guédiawaye Aliou Sall. « Après avoir été témoin d'une gestion nébuleuse, de chantage et népotisme, de mauvais bilan nous avons décidé de quitter la Coalition Benno Bokk Yakaar pour rejoindre la grande coalition Gueum Sa Bopp », dira-t-il. Et de poursuivre : « Je dis haut et fort que je demeure et reste membre de la grande coalition Gueum Sa Bopp avec mes camarades conseillers pour une grande victoire au soir du 22 Janvier ».

Dialogue avec Iyad Ag Ghaly et Amadou Koufa

La nouvelle a été officiellement annoncée le 19 octobre 2021 à travers le Haut conseil Islamique. Selon des sources proches de la primature malienne, le gouvernement de transition n'a précisé ni la base, ni les limites des discussions qui pourraient être menées avec Iyad Ag Ghaly et Amadou Koufa. Aux dires de Mouffa Haidara, membre du Haut Conseil islamique du Mali, la faitière islamique du Mali est chargée de mener à bien les commissions de bons offices entre Bamako et les éléments djihadistes afin de trouver un point d'entente. Selon Ibrahim Maïga, analyste sur les questions de paix et de sécurité au Sahel, il s'agit d'un « choix stratégique » qui comporte aussi ses limites. Pour lui, c'est une organisation qui a déjà un réseau sur le terrain, une expertise reconnue. Mais la question du dialogue avec ces groupes n'est pas que d'ordre religieux. « Les facteurs qui poussent à s'engager au sein de ces groupes n'ont absolument rien de religieux. Il y a énormément de frustration liée souvent aux statuts sociaux, à des questions de vengeance... C'est la raison pour laquelle il est important, dans la constitution de cette commission, que la base d'expertise soit la plus large possible », dit-il. Pour rappel, ce projet de négociation avec les groupes djihadistes maliens est l'une des recommandations phares du Dialogue national inclusif tenu en 2019, sous la présidence d'Ibrahim Boubacar Keita. « Le dialogue n'est pas une panacée. S'il est déconnecté des autres modes d'action ou d'intervention, il risque d'engranger des résultats à la fois limités et mitigés. Le séquençage et la coordination des actions (militaire, développement, gouvernance) y compris avec les partenaires, notamment ceux intervenant militairement, seront une condition de son utilité voire de son efficacité », préconise Ibrahim Maïga.

Recep Erdogan

A la faveur de la visite officielle mardi du président turc au Togo, Lomé a abrité un mini-sommet quadripartite réunissant, en dehors du Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé et son invité Recep Tayyip Erdogan, Roch Marc Christian Kaboré du Faso, et George Weah du Libéria.

Selon le portail gouvernemental République Togolaise, les discussions ont porté sur la situation politique et sécuritaire dans la sous-région ouest-africaine et dans le Sahel, et sur les nouvelles pistes de solutions en appui aux différentes initiatives existantes. Le Togo, qui est déjà fortement impliqué dans les opérations internationales et régionales de maintien de la paix, mène pour sa part des discussions avec Ankara en vue d'une coopération plus accrue sur la question. Au terme des échanges, il a notamment été convenu la mise en place d'un « partenariat stratégique turco-africain, pour apporter des solutions idoines aux menaces sécuritaires régionales et inter-régionales ». Il est à souligner qu'en marge de ce mini-sommet, le Président togolais s'est entretenu avec ses deux homologues de la sous-région. Une information de l'Agence Ecofin.

Libye

Toujours selon Agence Ecofin, depuis plusieurs mois, les deux autorités qui se font réciproquement un procès en légitimité, sont engagées dans un bras de fer.

Mohammed Aoun, le ministre libyen du Pétrole a annoncé, le 19 octobre, avoir ordonné la suspension et la soumission à une enquête, du président de la société publique du pétrole (NOC), Mustapha Sanallah. Il lui est reproché la violation de plusieurs règles procédurales et administratives.

D'après les précisions de la presse libyenne, Aoun reproche à Sanallah d'avoir omis d'obtenir l'autorisation préalable du ministre de l'Energie pour l'exécution de travaux officiels et la réalisation de rapports sur ses tâches à la tête de la société. Aussi, Sanallah est-t-il accusé d'avoir procédé à la nomination d'un membre du Conseil d'administration de la NOC au mépris des règles de l'institution tout en refusant de transférer des postes clefs de la NOC au ministère de l'Energie.

Il faut savoir que cette décision intervient dans un contexte politique tendu où deux jours auparavant, le vice-premier ministre libyen, Hussein Al-Gotrani avait ordonné au président de la NOC de ne traiter des questions pétrolières qu'avec lui. Al-Gotrani soutient que cela permettra de garantir l'unité des institutions souveraines de l'Etat.

Depuis la mise en place du gouvernement national d'union en Libye et la nomination de Mohammed Aoun à la tête du portefeuille pétrolier, les relations avec Sanallah n'ont jamais cessé de se dégrader. Pour le ministre, la nomination de Sanallah en 2014 est illégale, car elle ne respectait pas les règles préétablies.

De son côté, Sanallah estime qu'il n'a aucune leçon à recevoir d'un ministre qui n'a « aucune idée des efforts qu'il a fallu faire pour redresser l'offre pétrolière pendant la crise ». En effet, les autorités libyennes sont unanimes sur le leadership de Sanallah pendant les affrontements pour maintenir la production, la redresser en cas de besoin et favoriser les rentrées pour les caisses publiques.

Fin août, Aoun avait déjà prononcé la suspension de Sanallah pour avoir voyagé hors du territoire sans son accord. Finalement, il avait été maintenu à son poste par le Premier ministre Hamid Dbeibah. Celui-ci avait alors souligné que « la stabilité du secteur pétrolier libyen exige de la sagesse » et que « les problèmes qui pourraient menacer cet objectif devaient être résolus ».

Mali

La nouvelle a été officiellement annoncée le 19 octobre 2021 à travers le Haut conseil Islamique. Selon des sources proches de la primature malienne, le gouvernement de transition n'a précisé ni la base, ni les limites des discussions qui pourraient être menées avec Iyad Ag Ghaly et Amadou Koufa. Aux dires de Mouffa Haidara, membre du Haut Conseil islamique du Mali, la faitière islamique du Mali est chargée de mener à bien les commissions de bons offices entre Bamako et les éléments djihadistes afin de trouver un point d'entente. Selon Ibrahim Maïga, analyste sur les questions de paix et de sécurité au Sahel, il s'agit d'un « choix stratégique » qui comporte aussi ses limites. Pour lui, c'est une organisation qui a déjà un réseau sur le terrain, une expertise reconnue.

Mais la question du dialogue avec ces groupes n'est pas que d'ordre religieux. « Les facteurs qui poussent à s'engager au sein de ces groupes n'ont absolument rien de religieux. Il y a énormément de frustration liée souvent aux statuts sociaux, à des questions de vengeance... C'est la raison pour laquelle il est important, dans la constitution de cette commission, que la base d'expertise soit la plus large possible », dit-il. Pour rappel, ce projet de négociation avec les groupes djihadistes maliens est l'une des recommandations phares du Dialogue national inclusif tenu en 2019, sous la présidence d'Ibrahim Boubacar Keita. « Le dialogue n'est pas une panacée. S'il est déconnecté des autres modes d'action ou d'intervention, il risque d'engranger des résultats à la fois limités et mitigés. Le séquençage et la coordination des actions (militaire, développement, gouvernance) y compris avec les partenaires, notamment ceux intervenant militairement, seront une condition de son utilité voire de son efficacité », préconise Ibrahim Maïga. SOURCE : Financial Afrik

Guinée Bissau

Moins d'une semaine après l'annonce faite par le chef d'Etat-major des armées de la Guinée-Bissau, qui a affirmé, jeudi dernier, avoir déjoué un coup d'Etat dans le pays, le Président de la République, Umaru Sissoco Embaló, a démenti une telle information. Le chef de l'Etat bissau-guinéen qui a rencontré le président français, Emmanuel Macron, à Paris, le vendredi 15 octobre 2021, a déclaré, dans une interview accordée à RFI et à France 24, que les propos du général ont été déformés.

Il avait déjà quitté le pays, quand le général Biagué Na Ntan déclarait, jeudi dernier, avoir déjoué un coup d'Etat en Guinée-Bissau. « Nous avons réussi à identifier un groupe de militaires des FARP (Forces armées révolutionnaires du peuple), qui est en train de mobiliser des soldats en achetant leur conscience contre des billets de banque afin de subvertir l'ordre constitutionnel établi », avait, en effet, indiqué le chef d'Etat-

major général des armées, à l'occasion de la cérémonie de célébration du 47ème anniversaire de la création de la Police militaire.

« Ce sont les soldats ayant reçu de l'argent qui ont dénoncé les auteurs de ces actes ignobles », avait ajouté le général Nan Ntan, le jour-même où le président Umaru Sissoco Embaló avait quitté le pays pour un voyage de 48 heures.

Mais ce dernier a nié toute préparation de coup d'Etat en cours dans son pays. Interrogé à ce sujet par Alain Foka, il déclare : « Ce n'est pas ça qu'il voulait dire. Il est en train de dissuader les jeunes de ne pas se mettre dans les choses des coups d'Etat. C'est un conseil qu'il est en train de donner et les gens l'ont mal compris ».

Suspecté d'avoir soutenu les putschistes en Guinée Conakry, il rétorque, « non, je suis un démocrate. Malgré le fait qu'Alpha et moi, nous ne nous aimons pas, je ne peux pas soutenir un putsch ».

Mieux encore poursuit Umaru Sissoco Embaló, « il n'y a pas un putsch nécessaire. Malgré le fait qu'Alpha Condé avait déjà 83 ans, la manière dont il a conduit le pays, les divisions ethniques qu'il a faites là-bas, ça ne peut pas me donner le plaisir de soutenir un putsch. Moi j'ai laissé le camp, j'ai changé mon uniforme militaire de général pour devenir civil. Le putsch est démodé », affirme-t-il.

Interpellé sur sa proximité avec Mamady Doumbouya et Assimi Goïta, il déclare, « Doumbouya, on a même parlé avant-hier. Aujourd'hui c'est un chef d'Etat de facto. Doumbouya et Goïta sont des chefs d'Etat » Interrogé sur l'image de plaque tournante de la drogue qui colle à la Guinée-Bissau, Umaru Sissoco Embaló est catégorique, « ça, c'est du passé. On ne parle plus de ça en Guinée-Bissau, depuis que je suis arrivé. On ne parle plus de trafic de drogue, corruption. C'est une chose qui est terminée » Malgré les sanctions de la Cédéao contre la Guinée Conakry, le président Embaló a annoncé qu'il a prévu de se « rendre à Conakry, incessamment », soulignant que « le président de la Sierra Leone était là-bas. Nous sommes des voisins ».

SOURCE : Afrique confidentielle

AGENCE DE CONSEILS EN STRATÉGIE D'ÉTUDES ET DE CARRIÈRES

**MAROC
TUNISIE
CHINE**

BOURSE D'ÉTUDE

Garantie **100%**

REZOLUTION

Accompagnement sur le logement

Vente de billet d'avion

Orientation et conseils

REZOLUTION
ÉTUDE

+221 77 207 88 23 (SN)
+212 627 192852 (MAR)
+222 32 60 28 32 (MAU)
Rezolutionetude@outlook.fr

PRE-INSCRIPTION

France
Canada
Etats Unis

REZOLUTION

Rezolution Etude

PRESENTATION DU RAPPORT SUR LA SITUATION EN RCA AU CONSEIL DE SECURITE DE L'ONU

Mankeur Ndiaye invite à la tenue sans délai d'élections locales

La République centrafricaine a franchi un palier « non négligeable » vers la stabilité institutionnelle et réaffirmé son ancrage dans le processus de démocratisation avec la mise en place d'un nouveau gouvernement fin juin, à la suite des élections présidentielle et législative réussies, a salué lundi, Mankeur Ndiaye, devant le Conseil de sécurité de l'Onu. Le chef de la Minusca, lors de cette présentation du Rapport du Secrétaire général sur la situation en Centrafricaine a toutefois relevé un nombre non négligeable de freins au processus de paix. Ce qui lui fait dire que la reconduction du mandat de la Minusca, l'engagement des partenaires techniques et financiers internationaux de la RCA, l'appropriation nationale des processus politiques et de paix ainsi que la forte volonté politique du gouvernement, demeurent indispensables à l'adoption et la mise en œuvre de solutions politiques durables.

Le Sénégalais Mankeur Ndiaye, chef de la mission onusienne de paix pour la Centre Afrique (MINUSCA), a appelé le conseil de sécurité de l'Onu, également appelé les Quinze à « maintenir l'élan positif » du pays vers la stabilité institutionnelle, en reconduisant le mandat d'assistance électorale de la MINUSCA pour approfondir le processus de décentralisation à travers la tenue d'élections locales dont les dernières remontent à 1988. « En plus d'être un rendez-vous démocratique pour une gouvernance inclusive, ces élections locales constituent, le fruit d'un compromis politique majeur qui sous-tend l'équilibre critique du régime de partage des pouvoirs consacré par l'Accord politique pour la paix et la réconciliation », a déclaré M. Ndiaye avertissant que « tout retard ou non-tenue de ces élections exposerait l'intégrité de l'Accord de paix à des risques de remise en cause du processus de paix »

Un cessez-le-feu qui engage la feuille de route vers la paix

Mankeur Ndiaye s'est également félicité de la déclaration de cessez-le-feu du Président de la République, Faustin-Archange Touadéra, le 15 octobre dernier, une « grande ouverture au dialogue » qui selon lui devrait amorcer la phase opératoire de la feuille de route conjointe pour

la paix en République centrafricaine, adoptée par la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) en septembre.

Il a salué « la vitalité de la dynamique régionale qui a pu revigorer le processus de paix avec une feuille de route qui offre une opportunité de revitaliser les dispositions essentielles de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation », soulignant sa complémentarité « positive » avec l'Accord du 6 février 2019.

« Il est donc impératif que tous les groupes armés et leurs leaders, sans exception, souscrivent sincèrement au processus de paix en exécutant de bonne foi toutes leurs obligations en vertu de l'Accord du 6 février et de la feuille de route conjointe », a soutenu le chef de la MINUSCA.

M. Ndiaye a affirmé que la Mission comptait « faire un usage optimal de ses bons offices et de sa Force pour accroître la contribution des partenaires internationaux au processus de paix et assurer, avec toutes les parties concernées, la crédibilité et l'intégrité de l'Accord ».

« Nous nourrissons l'espoir de voir ces deux processus contribuer à la création d'un environnement plus protecteur des populations civiles, et propice à la mise en œuvre effective de notre mandat sur toute l'étendue du territoire, compte tenu de la cor-

rélation entre la sûreté et la sécurité du personnel civil et en uniforme des Nations Unies d'une part et leur performance dans l'exécution de leurs tâches d'autre part », a-t-il dit.

Des défis sécuritaires persistent
Le Représentant spécial de l'ONU pour la RCA a fait valoir que les défis sécuritaires subsistent encore dans certaines parties du territoire, y compris au nord-ouest, au centre et au sud-est du pays « avec les conséquences que l'on sait sur les populations civiles, premières victimes de ces violences y compris une hausse des violations des droits de l'Homme et autres manquements au droit international humanitaire ».

Il a encouragé le gouvernement à donner une suite judiciaire aux conclusions de la Commission d'enquête spéciale sur les violations des droits de l'Homme et a affirmé que les Nations Unies suivent « avec beaucoup d'espoir » les enquêtes de la Cour Pénale Spéciale et continueront d'apporter leur soutien au système judiciaire dans son ensemble dans les efforts de lutte contre l'impunité.

Au-delà de la lutte contre l'impunité, le chef de la MINUSCA a appelé à accompagner les autorités centrafricaines dans la revue stratégique du secteur de la sécurité en cours, appelant à investir davantage autour de trois axes stratégiques « la gouvernance pour la performance ; le contrôle pour la redevabilité ; et la coordination pour la cohérence et la complémentarité ».

« Aucun investissement dans la Réforme du Secteur de la Sécurité ne sera de trop compte tenu de la situation sécuritaire qui s'est complexifiée avec la recrudescence des incidents liés aux engins explosifs, notamment dans l'Ouest du pays », a affirmé M. Ndiaye appelant les membres du Conseil à bien tenir compte de cette préoccupation lors du renouvellement



ment du mandat de la MINUSCA.

3,1 millions de personnes ont besoin d'une protection et d'une assistance humanitaire

Malgré le courage et la détermination des travailleurs humanitaires, les efforts dans les processus politiques et de paix, et dans l'extension de l'autorité de l'Etat, la République centrafricaine n'est pas encore sortie de la crise humanitaire, a estimé M. Ndiaye.

« Le nombre de déplacés internes demeure à un niveau sans précédent depuis 2014 et 63 % de la population, soit une estimation 3,1 millions de personnes, ont besoin d'une protection et d'une assistance humanitaire d'urgence », a informé le Représentant spécial.

Face à cette situation, ainsi qu'à la situation économique dans un contexte de Covid-19 qui requiert des mesures budgétaires de nature à prévenir des risques de fragilisation de la sécurité et la stabilité du pays, le Représentant spécial de l'ONU pour la RCA a signalé la nécessité de

couvrir davantage le plan de réponse humanitaire actuel, qui n'est couvert qu'à hauteur de 60 %, « si l'on veut fournir une assistance vitale à 1,84 million de personnes et éviter une érosion du tissu social qui nuirait inévitablement aux efforts de paix et de stabilité ».

Résurgence d'incidents relatifs à l'Exploitation et Abus Sexuels par des éléments de la Minusca

Se disant conscient de la posture robuste de la MINUSCA à la crédibilisation des processus politique et de paix, le secrétariat général annonce d'en optimiser l'usage avec l'arrivée des troupes et moyens additionnels déployés sur autorisation du Conseil de Sécurité, pour plus de performance dans l'exécution de leurs tâches de protection des civils, de soutien à la fourniture de l'aide humanitaire, de bons offices politiques et de sécurisation des élections locales en coopération avec le gouvernement.

Pour garder l'esprit de la résolution 2566 vivant, Mankeur Ndiaye en appelle au soutien des membres du Conseil afin de permettre à la MINUSCA d'atteindre ses objectifs de renforcement de personnels en uniforme dans les meilleurs délais.

Il a par ailleurs relevé pour le déplorer, la résurgence d'incidents relatifs à l'Exploitation et Abus Sexuels. « De tels incidents inacceptables et injustifiés peuvent malheureusement ruiner la réputation de notre organisation et fragiliser la légitimité de notre mandat, d'où l'exécution rigoureuse de la politique de tolérance zéro du Secrétaire général et le réajustement de notre stratégie globale et intégrée de prévention et de réponse aux Exploitations et Abus Sexuels centrée sur les victimes, que je conduis personnellement en ce moment. Toutefois, nous comptons sur les membres du Conseil et la coopération effective des pays contributeurs de troupes et de personnel de police pour mettre fin à ce fléau par l'observation stricte des obligations qui nous incombent de part et d'autre » dira l'ancien ministre des affaires étrangères du Sénégal. De conclure : « avec le soutien de tous les membres de ce Conseil, nous nous investissons à faire bon usage de nos bons offices afin de promouvoir une approche transparente, coordonnée et cohérente de nature à générer les contributions nécessaires à la résolution de la crise ».

Yaye Moussou TRAORE

APS

LE DANTEC

Environ 200 à 250 nouveaux patients par an à l'unité Oncologie du service pédiatrie

L'unité Oncologie du service Pédiatrie de l'Hôpital Aristide Le Dantec reçoit chaque année entre 200 et 250 nouveaux malades, a-t-on appris, mercredi, de sa cheffe, Docteur Mame Ndella Diouf.

"L'unité reçoit tous les enfants atteints de cancer au Sénégal, c'est la seule unité qui existe dans le pays. On a environ 200 à 250 nouveaux cas par année qui se rajoutent à ceux qui étaient suivis depuis deux à trois ans", a-t-elle dit.

Dr Diouf, oncologue-pédiatre, intervenait mercredi lors de la cérémonie de remise de dons de l'association Femme, enfance, éducation (FEE) à l'unité oncologie du service Pédiatrie de l'Hôpital Aristide Le Dantec. Elle a fait savoir que dans cette unité créée en 2000, "il y a des pathologies dont la prise en charge néces-

site plusieurs années". Selon elle, l'unité est souvent confrontée à des difficultés liées à la prise en charge des médicaments qui sont chers.

"Tous les parents ne peuvent pas honorer le paiement des médicaments prescrits par les médecins pour le traitement du cancer. Ceux qui viennent nous appuyer gratuitement sont les bienvenus", a soutenu Dr Mame Ndella Diouf qui travaille dans cette unité depuis 2009.

Le traitement de cette maladie est long et coûteux, selon la responsable, ajoutant que les dons faits à l'unité oncologie sont d'une importance capitale. Les malades viennent de toutes les régions du pays pour se soigner pendant deux à trois ans avant de quitter l'établissement, a-t-elle fait savoir.



Abdoulaye Oumar Sow qui a quitté son village du département de Podor pour soigner son enfant atteint du cancer a jugé satisfaisant le travail qu'abattent les agents de cette

unité. "Maintenant je ne viens ici que pour des rendez-vous, car mon fils a recouvré la santé et n'y est plus interné", a dit Sow.

DIAFARA BOUBACAR SAKHO, PRÉSIDENT DE L'ACE ET CANDIDAT À LA MAIRIE DE LA COMMUNE

Le choix pour un Mbour « épanoui »

Diafara Boubacar Sakho, président de l'Alliance des citoyens engagés (A.C.E), membre de la Coalition Diayanté mis en place pour gagner les élections locales à Mbour, fait son chemin. Menant autrement la politique pour secourir les populations de la commune qui ont souffert des mauvaises stratégies que les élites ont adoptées pour le développement de la localité, le président de l'Association « Les Etats-Unis d'Afrique » (EUA) a organisé une rentrée politique, le samedi 16 octobre dernier, au Centre départemental d'éducation populaire et sportive (Cdeps) de Mbour. Lors de cette cérémonie d'investiture, M. Sakho est revenu sur ses ambitions, les objectifs de son mouvement politique. Il a décliné des propositions et un programme validé par la base pour appeler les Mbouroses et Mbouroses à voter pour la Coalition Diayanté.

Dans son discours de rentrée politique, le samedi 16 octobre 2021, au Cdeps de Mbour, le président de l'Alliance des citoyens engagés (ACE), parlant de la problématique du chômage à Mbour qui, à l'en croire « est même devenu plus meurtrier que le Covid 19 », de l'émigration clandestine, de la souffrance des jeunes de Mbour, Diafara Boubacar Sakho s'indigne du silence qu'adoptent notamment des élites face à ces difficultés. Le leader de la « Coalition Diayanté » mise plutôt sur un dialogue social pour trouver avec la population et pour la population de Mbour des voies de sortie de ce calvaire. « Il faut innover en les accompagnant dans les secteurs comme l'agriculture, la pêche ou l'élevage. Les taxes payées par les pêcheurs de Mbour peuvent servir à des financements pour achat de matériels et payer des formations. Une organisation s'impose. » Dira M. Sakho qui exhorte les Mbouroses à rejeter toute forme d'immobilisme. Car, « en regardant le monde tel qu'il est, en construisant l'avenir de vos enfants sur les réalités, en comprenant que dans un monde qui bouge autant, il n'est pas possible de rester immobiles. »

Revenant plus explicitement sur les secteurs qui fondent le développement socio-économique de la commune et qui aujourd'hui souffrent à cause notamment de l'absence d'une bonne politique de gestion, M. Sakho souligne que « le tourisme dans la Petite Côte est tellement mal organisé, les Mbouroses ne bénéficient pas des retombées de ce secteur. » Après avoir énuméré les énormes difficultés auquel ce secteur est confronté, le leader de « ACE » dira ; « Si nous avons voulu nous rassembler aujourd'hui, c'est parce que pour nous, dans les choix que nous allons devoir faire pour l'avenir, la question de l'emploi est centrale. C'est par le travail et par le mérite que nous pourrions reprendre la maîtrise de notre destin individuel et collectif. » Diafara Boubacar Sakho dira à la foule qui l'acclamait qu'il veut « un nouveau Mbouroses épanoui » dans tous les domaines d'activité.

Le programme et propositions de Diafara pour la relance de l'économie de Mbour

Dans sa quête de voix pour briguer le suffrage des Mbouroses afin de diriger la commune, le président de l'Alliance des citoyens engagés (ACE) leur a présenté un plan pour le développement de la localité. Diafara Boubacar Sakho a dressé un plan concis pour chaque secteur d'activité, allant du tourisme au sport, en passant par la pêche, l'éducation, la santé, l'emploi, le commerce, entre autres. Le programme a été validé par la base lors de la rencontre d'investiture le 16 octobre dernier au CDEPS de Mbour.

Pour le tourisme, à travers un pro-

gramme et des propositions bien définies, M. Sakho et Cie veulent relancer ce secteur. Ainsi ayant constaté que le secteur du tourisme a été durement touché par la pandémie de covid-19 ; à l'heure où toutes les populations du monde se font vacciner, il est nécessaire de donner une nouvelle impulsion à cette activité vitale pour notre commune. Le plan de Diafara Boubacar Sakho consistera à la mise en place d'un label sanitaire pour s'assurer que les acteurs du tourisme respectent un protocole sanitaire adapté pour protéger et rassurer les touristes dans une ère post-covid. Il y aura aussi la collaboration avec l'Etat, les acteurs publics et privés pour repositionner Mbour comme une destination balnéaire sûre et impulser la relance des flux de passagers internationaux vers le territoire. Le plan fait état d'un développement de l'Office du Tourisme de Mbour vers une entité plus stratégique et officiel pour la promotion du tourisme. Lancement de campagnes de communication d'envergure sur les réseaux sociaux et à l'international. L'ACE compte aussi miser sur un accompagnement et subvention des activités culturelles pour favoriser l'émergence d'un nouveau tourisme centré sur la culture et la créativité, entre autres projets déclinés pour le développement du tourisme de Mbour, dans le plan de l'ACE.

Pour ce qui est de la sécurité qui constitue « un enjeu clé pour assurer l'attractivité de notre territoire », M. Sakho et Cie proposent la mise en œuvre la politique suivante :

Création d'une brigade d'agents de sécurité municipaux (A.S.M.) avec un recrutement d'une équipe d'une dizaine d'agents pour la première année, puis des agents supplémentaires régulièrement durant notre mandat. Un budget sera débloqué pour leur assurer une formation facilitant la proximité avec la population.

Mise en place d'un numéro d'appel fonctionnel 24h/24 pour joindre un agent de sécurité à toute heure.

Équipement progressif de notre brigade de sécurité de plusieurs voitures, motos, quads et vélos, par le biais de nos partenaires étrangers.

Organisation de rondes de sécurité sur la plage avec les quads...

Développement et entretien de l'éclairage public pour renforcer la sécurité. Des lampadaires photovoltaïques seront installés pour limiter notre consommation d'énergie. Ce projet intitulé Mbour Nagne est en cours de discussion avec nos partenaires.

Installation de caméras (avec vision nocturne) connectées à un poste de surveillance qui fonctionnera 24h/24.

Quant à l'assainissement, Diafara Boubacar Sakho souligne que « Notre objectif est de faire de Mbour la ville la plus propre du Sénégal ». Pour cela, il y aura une dotation dans les quartiers de poubelles de tri et sen-

sibiliser la population au tri sélectif : de couleur verte pour le verre, de couleur jaune pour le plastique, le carton et le papier, et de couleur grise pour les déchets qui ne conviennent pas aux compartimentations citées précédemment.

Mise en place d'un circuit de collecte avec des camions bennes à ordures ménagères (BOM) et de déchetteries dédiées aux encombrants (gravas, ferraille et métaux, mobiliers, électroménagers, produits chimiques etc.)

Mise à niveau des équipements et infrastructures de gestion des déchets (centres de tri, de recyclage et de régénération) en collaboration avec la région de Thiès et les communes avoisinantes, car il s'agit d'un défi régional, etc.

S'agissant du volet de l'éducation, le président de l'ACE, souhaite que ce secteur soit accessible à toutes les Mbouroses et Mbouroses. C'est pourquoi, il a décliné un programme axé sur : une assistance et accompagnement des étudiants mbouroses partout au Sénégal (logement, subventions et bourses sociales, selon des conditions qui seront bien définies).

La construction de nouvelles médiathèques (bibliothèque de livres, ordinateurs pour se connecter, salles de lectures, salles de travail, salles de réunions etc.)

Un Soutien pour l'apport de manuels scolaires aux lycéens (la gestion et la distribution étant organisées par les autorités des lycées.)

La construction de nouvelles écoles et classes pour réduire le nombre d'élèves par classe et améliorer la qualité de l'enseignement.

Une organisation de cours particuliers gratuit pour les élèves les plus nécessiteux, subventionnés par la municipalité, etc.

Pour le domaine de l'emploi, Diafara Boubacar Sakho opte pour un « Mbour territoire d'avenir pour la jeunesse ». A l'en croire Mbour dispose de multiples atouts pour devenir une métropole d'avenir. Ville côtière et balnéaire, elle dispose du second port de pêche du pays, se situe à proximité d'un aéroport international. C'est un territoire extrêmement attractif pour le tourisme, mais également pour les affaires qu'il convient de développer. Sa politique pour promouvoir l'emploi sera ainsi définie : Se rapprocher de la jeunesse, entendre leur voix, libérer leur créativité pour trouver des solutions à la crise de l'emploi car ils font partie de la solution, etc.

La pêche qui constitue, elle aussi, un secteur clé dans le développement de Mbour n'est pas en reste. Après avoir souligné que la pêche est l'activité la plus importante de la ville de Mbour ; elle est au cœur de notre politique de développement, M. Sakho et Cie proposent, pour sa relance :

Une modernisation de notre port



de pêche pour renforcer sa compétitivité sur la scène africaine tout en prenant en considération les normes environnementales.

La construction d'une usine à glace et de chambres froides pour conserver les produits des pêcheurs.

L'équipement des pêcheurs avec du matériel de dernière génération grâce à notre collaboration avec des entrepreneurs pêcheurs de l'une des plus grandes villes de pêche d'Espagne (Bilbao). Les discussions sont en cours, etc.

Les secteurs de la santé et de l'action sociale aussi ont été pris en compte dans le programme de M. Sakho qui compte mettre en place une bonne politique pour leur gestion.

Qui est Diafara Boubacar Sakho ?

Pour ceux qui ne le connaissent pas, Diafara Boubacar Sakho a fait ses humanités à l'école primaire Tafsir Demba Sall de Mbour où il a laissé ses traces pour avoir été un élève brillant, comme le témoignent ses enseignants. Au collège, le jeune Sakho dévoué pour les bonnes causes, devient le président du foyer du CEM 3 de Mbour deux ans consécutifs (2001 et 2002) où il sera unanimement reconnu comme une figure emblématique par tous les écoliers. Au Lycée Demba Diop de Mbour (LDD), Diafara comme ses camarades l'appelaient, devient le plus jeune Président du Fosco (Foyer Socio-Educatif) dans l'histoire du LDD. La qualité d'enseignement et les matériels d'études ont été ces premières priorités. Il décroche son bac scientifique avec brio en 2007. De 2009 à 2011, il a été élu comme Président de l'amicale des délégués à l'Université de Bambey. Entre 2011 et 2013, il fut le Premier Président de

l'UFR Satic (Sciences Appliquées de l'Information et de la Communication) de l'UADB (Université Alioune Diop de Bambey).

Son panafricanisme est reconnu par ses activités et ses prises de position sur les nombreux sujets concernant cette priorité continentale. Il est le grand initiateur de la Conférence des Etats Unis d'Afrique et de l'Unité Africaine (depuis Septembre 2016) et du Forum sur l'intégration africaine...

Il a finalisé ses études en Ukraine, à l'Université Nationale Teras Schevchenko où il a obtenu un diplôme en langue russe (en Juillet 2014) et obtenu un Master 2 en Energies Renouvelables à l'Université de Cergy Pontoise (Ile de France).

Ses activités bénévoles avec l'ONG internationale « Fédération de la Paix » (FPU) lui ont valu une double nomination d'Ambassadeur de Paix », le 6 juin 2012 par la FPU-SÉNÉGAL et le 13 Juin 2021 par la FPU France. Il en est devenu un membre actif et participe aux nombreuses activités de ce cercle de réflexion international.

Diafara Boubacar SAKHO a aussi participé à la célébration du 70e anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'homme au parlement européen à Strasbourg (en Décembre 2018).

Le 11 juillet 2019 il a été invité à l'Elysée à la rencontre extraordinaire "Parlons d'Afrique" par le président Emmanuel Macron et son homologue Ghanéen Nana Akufo.

Il prépare actuellement un Doctorat en Administration de la Paix avec la prestigieuse UNCR Université du Cercle de Réflexion des Nations, basée à New-York. Cette université a été inaugurée au siège de l'Organisation des Nations Unies le 25 juillet 1994.

Par Abdou K. MBAYE

CLIMAT

La hausse de la production de combustibles fossiles est en décalage avec les ambitions climatiques

En dépit d'ambitions de plus en plus fortes pour protéger le climat et d'engagements à zéro émission nette, les gouvernements prévoient de produire en 2030 une quantité de combustibles fossiles plus de deux fois supérieure à celle compatible avec la limitation du réchauffement de la planète à 1,5 °C.

C'est ce qu'indique le rapport 2021 sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de production de gaz et de pétrole (Production Gap Report 2021), dont la rédaction a été assurée par des instituts de recherche de premier plan et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

Au cours des deux prochaines décennies, les gouvernements prévoient collectivement une augmentation de la production mondiale de pétrole et de gaz et seulement une faible diminution de la production de charbon. Dans l'ensemble, leurs plans et leurs projections prévoient une augmentation de la production mondiale totale de combustibles fossiles au moins jusqu'en 2040, créant ainsi un « écart de production » qui ne cesse de se creuser. « Tout le monde peut témoigner des effets dévastateurs du changement climatique. Il est encore temps de limiter le réchauffement à long terme à 1,5°C, mais cette opportunité s'amenuise rapidement », affirme Inger Andersen, Directrice exécutive du PNUE.

« Lors de la COP26 et au-delà, les gouvernements du monde doivent se mobiliser et prendre des mesures rapides et immédiates pour combler l'écart de production en matière de combustibles fossiles et assurer une transition juste et équitable. L'ambition climatique, c'est cela », a-t-elle ajouté en référence à la Conférence des Nations Unies sur le climat prévue à Glasgow le mois prochain.

Un long chemin à parcourir
Le rapport présente les profils de 15 grands pays producteurs de combustibles fossiles : l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, l'Allemagne, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique, la Norvège, la Russie, l'Arabie saoudite, l'Afrique du Sud, les Émirats arabes unis, le Royaume-Uni et les États-Unis. Ces profils démontrent que la plupart de ces gouvernements continuent d'apporter un soutien politique important à la production de combustibles fossiles.

Réagissant au rapport, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a noté que « les annonces récentes des plus grandes économies du monde visant à mettre fin au financement international du charbon constituent une étape indispensable dans l'élimination progressive des combustibles fossiles ».

« Mais, comme le montre ce rapport, le chemin à parcourir pour parvenir à un avenir énergétique propre est encore long. Il est urgent que tous les financeurs publics restants ainsi que les financeurs privés, y

compris les banques commerciales et les gestionnaires d'actifs, transfèrent leurs financements du charbon vers les énergies renouvelables afin de promouvoir la décarbonisation complète du secteur de l'électricité et l'accès aux énergies renouvelables pour tous », a-t-il ajouté.

Pour le principal auteur du rapport, Ploy Achakulwisut, « la recherche est claire : la production mondiale de charbon, de pétrole et de gaz doit commencer à diminuer immédiatement et fortement pour être compatible avec la limitation du réchauffement à long terme à 1,5°C ».

Le rapport est produit par le Stockholm Environment Institute (SEI), l'Institut international du développement durable (IIDD), l'Institut de développement d'outre-mer (ODI), E3G et le PNUE. Des dizaines de chercheurs issus de nombreuses universités, de groupes de réflexion et d'autres organismes de recherche ont contribué à l'analyse et à l'examen nécessaires pour constituer ce rapport.

Les principales conclusions du rapport sont les suivantes :

Les gouvernements du monde en-



tier prévoient de produire en 2030 environ 110% de combustibles fossiles de plus que la quantité compatible avec une limitation du réchauffement à 1,5°C, et 45% de plus que ce qui serait compatible avec un réchauffement à 2°C. L'ampleur de l'écart de production est restée largement inchangée par rapport aux évaluations précédentes.

Les plans et les projections de production des gouvernements conduiraient à une augmentation d'environ 240% du charbon, de 57% du pétrole et de 71% du gaz en 2030 par rapport à ce qui serait compatible avec une limitation du réchauffement climatique à 1,5 °C.

Selon les plans des gouvernements, la production mondiale de gaz devrait conséquemment augmenter entre 2020 et 2040. Cette expansion mondiale continue et à long terme de la production de gaz est incompatible avec les limites de hausse de température fixées par l'accord de Paris.

Les pays ont orienté plus de 300 milliards de dollars de nouveaux fonds vers les activités liées aux combustibles fossiles depuis le début de la pandémie de Covid-19, plus que vers les énergies propres.

En revanche, le financement public international de la production de combustibles fossiles par les pays

du G20 et les principales banques multilatérales de développement (BMD) a considérablement diminué ces dernières années ; un tiers des BMD et des institutions de financement du développement (IFD) du G20 par la taille de leurs actifs ont adopté des politiques qui excluent les activités de production de combustibles fossiles de tout financement futur.

Des informations vérifiables et comparables sur la production et le soutien des combustibles fossiles, de la part des gouvernements et des entreprises, sont essentielles pour combler le déficit de production.

Source : ONU

POUR LES PAYS D'AFRIQUE DE L'OUEST

La libre circulation des personnes est une priorité absolue

La libre circulation des personnes et des biens et la lutte contre la traite des êtres humains doivent être des priorités absolues en matière de politiques, ont convenu les membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) lors de discussions organisées avec le soutien de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), du Réseau des Nations unies sur les migrations et de l'Union africaine.

Durant trois jours de consultations à Abuja cette semaine, les membres de la CEDEAO ont eu pour la première fois l'occasion d'évaluer collectivement les progrès réalisés dans la mise en œuvre des objectifs du Pacte mondial sur les migrations et de décider des recommandations clés à soumettre au Forum d'examen des migrations internationales de l'an prochain.

La gouvernance intégrée des migrations doit être un objectif clé et Ambrose Dery, Ministre de l'intérieur du Ghana et Président de l'Autorité des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO, a déclaré qu'il était essentiel que les nations africaines s'attaquent à la traite des personnes et à ses conséquences dévastatrices sur les migrants.

« Les récits ignobles diffusés par les médias internationaux concernant l'esclavage des migrants, ainsi que les

mauvais traitements infligés aux jeunes domestiques africains dans certains États du Golfe, appellent à une réflexion sur les mesures appropriées à prendre en vue de trouver une solution durable à ce problème persistant qui est responsable de la mort de jeunes Africains. Sans eux, le continent ne peut construire un avenir prospère et pacifique », a déclaré M. Dery. « Au Ghana, la contribution des migrants joue un grand rôle dans le façonnement de notre développement national. »

Les gouvernements doivent s'attaquer aux causes profondes de la traite et garantir la libre circulation des personnes de manière sûre, ordonnée et digne. Les représentants de la CEDEAO ont souligné la nécessité de s'unir et d'aligner les approches pour prévenir et combattre le trafic illicite de migrants et la traite des personnes afin de promouvoir



une gestion des migrations fondée sur les droits.

Lors de la réunion, qui s'est achevée jeudi, il a également été dit que les politiques doivent être appliquées de manière effective par les agents frontaliers pour faciliter la libre circulation tout en combattant la traite des personnes.

Aissata Kane, conseillère régionale principale de l'OIM pour l'Afrique subsaharienne, a déclaré que le Pacte mondial sur les migrations était un document multilatéral historique. « Il vise à catalyser et à stimuler le soutien et l'aide combinés

pour relever les défis juridiques et humanitaires de la migration et favoriser ses retombées sociales, culturelles et économiques positives au sein et en dehors de la région de la CEDEAO ».

L'OIM œuvre avec toutes les parties prenantes aux niveaux intergouvernemental et national, ainsi qu'au sein du Réseau des Nations Unies sur les migrations, afin de promouvoir une libre circulation sûre, ordonnée et digne des personnes et des échanges économiques entre les États membres de la CEDEAO.

Source : OIM

AFFAIRE DES 02 MILLIARDS

Ces preuves qui mettent Samuel Sarr hors de cause

Voilà une affaire très simple à comprendre parce que attestée par des documents validés par les différentes parties. Au fond, Samuel Sarr ne doit rien à Cheikh Amar.

WADE ENVOIE SAMUEL SARR CHEZ CHEIKH AMAR

A Versailles, le 27 Juin 2013, Me Abdoulaye Wade adresse une lettre à Samuel Sarr. Il écrit : «Mon cher Samuel, c'est avec beaucoup de peine et de déception que je me décide d'agir contre Cheikh AMAR pour qu'il me rembourse l'argent que je lui avais prêté pour l'aider parce qu'il avait des difficultés et que cela me faisait de la peine avec les menaces qui pesaient sur ses affaires ».

Le président poursuit : «Je lui ai prêté presque toutes mes économies pour lui rendre service, par trois virements bancaires de 10,4 et encore 4 millions de dollars, soit au total 18 millions, l'équivalent de 9 milliards FCFA. ».

Me Abdoulaye Wade ajoute «certes il m'a remis parfois des sommes pour me remercier, disait-il, de ce que j'ai fait pour lui mais elles n'ont jamais été très importantes, en me disant que ses remises n'entraient pas dans l'amortissement de sa dette à mon égard et qu'il me rendrait intégralement ma créance de 18 millions de dollars ».

L'ancien Chef de l'Etat dira à Samuel Sarr, «au besoin, moi, j'ai les preuves que les transferts de banque que j'ai effectués au profit de ses sociétés». Il poursuit «je te charge d'aller le voir et de lui dire de changer d'attitude à mon égard et de s'exécuter comme il me l'avait promis en me versant immédiatement un acompte de 10 millions de dollars ou 5 milliards. Il me raconte chaque fois qu'il attend des rentrées d'argent mais recule toujours les délais. Il m'avait fait cette promesse devant Abdoul qui le lui a rappelé plusieurs fois et même s'est fâché contre lui ».

En conclusion, l'ancien président dira dans sa lettre : «Si je n'ai pas de réponse claire dans les 03 jours, je remettrai le dossier à mon avocat ».

WADE CONSTITUE UN AVOCAT IVOIRIEN PROCHE DE OUATTARA POUR RECOUVRER SON ARGENT AUPRES DE CHEIKH AMAR

«Je lui ai prêté sur sa demande, par chèque de banque, établis par ma Banque, en sa faveur, successivement les sommes de 10 millions USD et 4 millions USD, soit l'équivalent de 07 milliards de FCFA » écrit Me Abdoulaye WADE dans sa lettre de demande de recouvrement du 20 Décembre 2013 adressée à son avocat ivoirien Mamadou KONE Bâtonnier de l'ordre des avocats de Côte



d'Ivoire. Me Abdoulaye WADE poursuit : «M.Cheikh AMAR a maintenant surmonté ses difficultés mais s'obstine à ne pas rembourser sa dette à mon égard, malgré ses nombreuses promesses et les différentes interventions de personnalités sénégalaises qui connaissent ses relations avec moi ».

L'ancien président continue : «mon assistante n'arrive même plus à lui

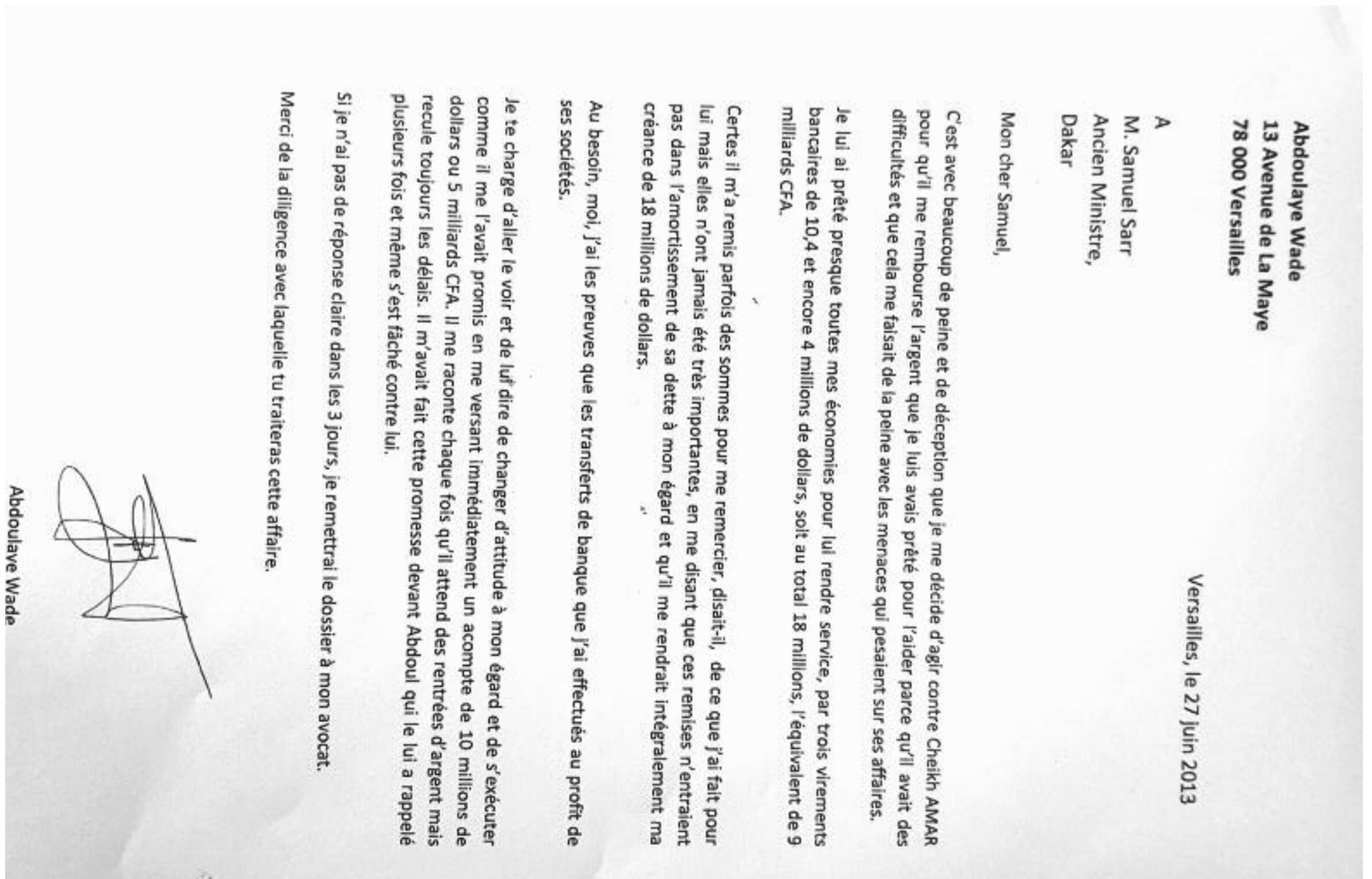
parler au téléphone». C'est la raison pour laquelle, «je voudrais vous constituer en ma faveur pour le recouvrement sur Cheikh Amar de ma créance de 14 millions USD ».

Dans une lettre du 08 Janvier 2014 adressée à Me Abdoulaye WADE, Cheikh AMAR s'engage à donner la somme de 100 millions le 08 Janvier 2014 et des traites totalisant la somme des 2 milliards.

Le 30 Juin 2014, il a donné une traite de 400 millions à échéance le 30/06/2014 suivie de 03 autres échéances.

Tous les montants remboursés par Cheikh AMAR ont été redistribués à des personnes choisies par Me Abdoulaye WADE. A suivre...

Mor Mbaye



Abdoulaye Wade
 Ancien Président de la République du Sénégal
 13, avenue de la Maye - 78000 Versailles (France)
 Bureau Paris Versailles : Tél. 00 331 39 55 39 64, Fax. 00 331 39 43 07 28
 Email : souldoucar2009@yahoo.fr

le 20 décembre 2013

**A Maître Mamadou KONE
 Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de Côte d'Ivoire
 ABIDJAN**

OBJET / Recouvrement de créances

Monsieur le Bâtonnier,

Je voudrais vous confier une affaire de recouvrement de créance sur un de mes compatriotes sénégalais, homme d'affaires.

Il s'agit de :

M. Cheikh AMAR, Industriel,
 Adresse : TSE AFRIQUE
 15 ROUTE DES BRASSERIES DAKAR SENEGAL
 Tel : +22133 832 90 75 - Fax : +22133 832 90 76 - contact@tse-afrique.com

M. Cheikh AMAR que j'ai eu sous ma protection quand j'étais Président de la République, s'est trouvé, il y a un an dans des difficultés par suite de dépenses déraisonnables sur les revenus de sa société.

Pour lui éviter la faillite, je lui ai prêté (personne physique) sur sa demande, [REDACTED], par chèques de banque, établis par ma Banque, [REDACTED], sa faveur, successivement les sommes de 10 millions USD et 4 millions USD, soit l'équivalent de 7 milliards de FCFA.

M. Cheikh AMAR a maintenant surmonté ses difficultés mais s'obstine à ne pas rembourser sa dette à mon égard, malgré ses nombreuses promesses et les différentes interventions de personnalités sénégalaises qui connaissent ses relations avec moi.

Mon Assistante n'arrive même plus à lui parler au téléphone.

C'est pourquoi je voudrais vous constituer en ma faveur pour le recouvrement sur Cheikh Amar de ma créance de 14 millions USD.

Je compte sur votre diligence.

Je vous prie de me confirmer votre acceptation et m'indiquer le montant de la provision d'honoraires ainsi que les modalités de libération.

Veillez agréer, **Monsieur le Bâtonnier**, l'expression de mes remerciements anticipés.

Abdoulaye Wade

FLECHES 1 - 33

CANCER PLUTÔT AGRÉABLE VACANCES DU POUVOIR		RIVALISONS ORIGINAL		DÉEESSE ABYSSALE		GREC ANCIEN VOL NOLISÉ		VIEIL AMI DES BÊTES
MOUVEMENT DE FOULE CÔTE DU NORD				CHANTÉ PAR ADJANI L'ÈRE DES SHOGUNS				
						ONGULÉ SOUFFLENT SUR LES TROPIQUES		
IMPER-CEPTIBLE BECQUEREL								ROUGES SANG
		NUIT AU PANTHÉON ÉGYPTIEN SPONTANÉ					EXAMEN DU CERVEAU	
AVANT LES AUTRES FEMME DE JACOB				NON SIMULÉ GONFLÉ SUR LE TOUR				
			ENTOURE LA VAHINÉ 13 AU FOOT					
MIROIR DE CHEMINÉE	POURMARCHER SUR LA PLAGE SUR LE PONT					PLAQUÉ EN ANGLETERRE ÉTAT UNI		
							VAINQUEUR DU TOUR	
DESSEIN D'ALCHIMISTE FILM DE SPIELBERG			CELUI-LÀ SAINT NORMAND					
				RELEVÉ				
MARÉE						RÉFORMATEUR TCHÈQUE		

Solution fléché 1 - 31

Q	D	A	A	S	I						
D	U	G	U	A	Y	T	R	O	U	I	N
E	R	E	S	A	M	O	U	R	E	S	
A	B	O	L	I	R	O	C	E			
E	U	L	A	M	I	N	O	I	R		
A	C	I	D	E	S	R	O	U	T	E	
B	E	N	I	A	U	E	F	E	R		
B	E	N	A	I	S	S	E	R			
M	T	A	E	N	N	I	E	S			
T	E	R	R	E	N	E	U	V	E	Y	
T	R	A	D	O	T	E	A	N	O	N	
F	A	N	L	S	A	H	A	R	A		
F	U	S	E	S	L	I	N	P			
A	D	A	M	T	H	E	R	M	E	S	
E	T	U	D	E	T	A	I	R	E		

Solution fléché 2 - 32

C	U	P	E	E	B								
P	O	I	N	T	E	A	P	I	T	R	E		
B	O	U	I	L	L	A	R	R	O	N	T	R	E
M	I	N	C	E	G	E	N	A					
O	B	T	U	S	B	E	R	E	C	A			
A	D	M	I	R	E	R	E	S	P	E	C	T	
A	E	O	L	I	E	N	N	E	L	O			
A	S	I	E	L	A	I	T	U	E	S			
I	N	G	U	I	D	E	R	P					
C	R	E	O	L	E	S	B	A	H				
A	D	O	S	A	P	A	V	E					
A	D	M	I	S	G	O	S	I	E	R			
E	N	N	E	M	I	S	N	U	E				

HOROSCOPE

BÉLIER

Ce jeudi 21 octobre, vous cherchez l'équilibre pour vous adapter, vous occuper des personnes que vous aimez tout en trouvant le temps nécessaire pour vos occupations personnelles. C'est une belle journée pour déployer votre énergie chez vous, en mettant de l'ordre dans vos affaires.

TAUREAU

Ce jeudi 21 octobre, vous octroyez votre attention plus volontiers à des personnes qui le méritent. Mais vous avez tout intérêt à pinailler davantage sur la qualité de votre sommeil, vous ne vous en porteriez que mieux !

GÉMEAUX

Ce jeudi 21 octobre, des circonstances nouvelles vont vous permettre d'envisager un problème sous un angle qui vous mène à sa fin. Soyez prudent si vous faites de gros efforts musculaires, chauffez-vous avant de faire du sport.

CANCER

Ce jeudi 21 octobre, tous les déplacements à plusieurs sont favorisés. Vous avez besoin de sortir de vos habitudes, alors n'hésitez pas. Vos forces vous permettent d'abattre bien des tâches, vous gagneriez encore en vitalité à mieux vous alimenter, vous avez besoin de rééquilibrer vos repas.

LION

Ce jeudi 21 octobre, vous voici plus objectif pour juger de la situation. Votre raison froide vous porte chance. Ne comptez pas sur votre intuition aujourd'hui, mesurez vos doutes à la lumière de la réalité. Les crampes musculaires et raideurs des tendons se font sentir.

VIERGE

Ce jeudi 21 octobre, vous aurez du mal à garder les pieds sur terre aujourd'hui, votre distraction sera au mieux de sa forme. Vous ne pourrez pas suivre votre rythme propre, il vous faudra compenser cela par une plage de repos, la relaxation sera tout indiquée.

BALANCE

Ce jeudi 21 octobre, les circonstances vous donnent raison, votre optimisme et votre audace vous ouvrent des portes. De belles opportunités sont à l'ordre du jour. Vos raisonnements sont bons et porteurs, donnez-vous du temps pour récupérer émotionnellement.

SCORPION

Ce jeudi 21 octobre, un surplus de confiance freine votre ascension, restez discret sur vos projets avant de les lancer. Votre optimisme est en net progrès, vous vous sentez d'attaque, vous vous consacrez à des travaux pénibles, planifiez vos efforts sur la durée.

SAGITTAIRE

Vous ne manquerez pas d'énergie, ce jeudi 21 octobre. Vous usez d'efficacité et d'éloquence pour marquer les esprits et convaincre ceux qui vous entourent. Vous disposez d'une bonne marge de manoeuvre pour satisfaire vos attentes. Tout va bien !

CAPRICORNE

Ce jeudi 21 octobre, vous traversez une journée très intense. Des changements significatifs et de multiples déplacements ont lieu et la communication est favorisée. Vous ne vous ennuyez guère et vous n'aurez que peu de temps pour vous reposer et être tranquille.

VERSEAU

Ce jeudi 21 octobre, les échanges sont tendus et vous devez y réfléchir à deux fois avant d'exprimer vos griefs. On vous cherche des noises ! Mais ne craignez rien : vous bénéficiez d'un beau soutien planétaire pour régler les différends et obtenir gain de cause.

POISSONS

Vous sortirez d'un problème de poids ce jeudi 21 octobre, par l'affrontement direct. Vous clouerez le bec à certaines personnes. Les arts manuels vous donneront l'évasion grâce à laquelle vous pourrez vous ressourcer avantagement.

FLECHES 2 - 34

VUE D'EN HAUT PARE-SOLEIL	BUSQUÉ DESCEND DE NOÉ	ENTRE ÉCOSSE ET ISLANDE A SA CLÉ	AGENT DE LIAISON PRESSIONS	FLEUVE D'IRLANDE
pH 7 RENVOYÉ			JETA SA SEMENCE À TERRE	
VILLE DU BRÉSIL	FONDS DE BOUTEILLES ILE PACIFIQUE	TRAITRE AU THÉÂTRE	VILLE DES ASTURIES	
MARAIS SALÉ FUT BANQUIER DE LOUIS XV			VIEILLE VACHE	AFFLUENT DE LA SEINE
GRAND LAC	MANILLON RENVERSE	SUCRES	BAS DE GAMME SÉLECTION	
RÉGION DU SOUDAN	COURS PRIMAIRE	ANTI-CHAMBRE DE CAMBRIDGE		
TRAVERTIN		VISÉE		

SUDOKU 17

	2			8			5	
			6		1		3	
				9			8	6
1					3	5	4	
	5		1		7		6	
	4	8	9					7
5	1			3				
	9		2		5			
	3			1			2	

SOLUTION SUDOKU 16

2	9	3	1	6	5	8	4	7
5	4	7	3	2	8	9	6	1
6	1	8	4	9	7	2	5	3
9	6	2	5	4	1	7	3	8
3	7	1	2	8	6	5	9	4
4	8	5	7	3	9	1	2	6
7	3	4	8	5	2	6	1	9
1	2	6	9	7	4	3	8	5
8	5	9	6	1	3	4	7	2

HEURES DE PRIÈRES

- Fadiar : 5 H : 40MNS
- Souba: 5 H : 55MNS
- Tisbar : 14:15 mn
- Takusan : 17:00 mn
- Timis : 19:43 mn
- Guéwé : 20:43 mn

MOTS CROISÉS 17

HORIZONTALLEMENT

I. Il monte les étage en roulant. II. Musulmane du temps jadis. III. Ils veulent maintenir la Terre Promise en l'Etat. IV. Remué. Rappel. V. Salpêtre. Prénom féminin. VI. Prendre du liquide. Difficulté. VII. Paire romaine. Négation. Absorbés. VIII. Aster à fleurs bleues. IX. Abandonnez.

VERTICALEMENT

1. Capital. 2. Singe-écureuil. 3. Cassa la croûte. Arboricole. 4. Molécule vitale. Lieux de réunion pour adeptes du crochet. 5. Lieux de traites. 6. Grand club de foot. 3ème sous sol. 7. Preuve de noblesse. Loup de mer. 8. Un à New York. Arcade. 9. Remâchez.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									

SOLUTION MOTS CROISÉS 16

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	C	H	A	R	D	O	N	N	A	Y
II	H	E	R	A	S	A	U	L	E	
III	A	U	T	U	N	B	A	I	N	
IV	M	R	Q	U	A	I	G			
V	B	E	A	U	N	E	S	O	N	
VI	E	M	E	U	R	E	T	T	E	
VII	R	E	E	C	E	P	E	V		
VIII	T	O	R	A	H	I	S	E		
IX	I	L	S	E	N	S	O	R		
X	N	E	I	S	S	E	J	U	S	

Numéros utiles

- | | | | |
|--|---|--------------------------------------|----------------------------------|
| Indicatif Sénégal (de l'étranger)
221 | 33 628 10 10 | Sonatel
13 | SOS MEDECINS
33 889 15 15 |
| Renseignements
12 12 | Sénélec (dépannage)
33 867 31 00 | Hotline Orange
41 41 | SUMA ASSISTANCE
33 824 24 18/ |
| Horloge parlante
15 | Sénélec (délestage BCC)
33 839 94 35 | Commissariat Central
33 823 25 29 | 33 824 60 30 |
| Aéroport :
33 869 50 50 | SDE (dépannage)
800 11 11 | 33 823 71 49 | POMPIERS
33 823 03 50 |
| | | Gendarmerie num vert
800 20 20 | |

Rabbanna, atina, fi dounya, khassanatan, wa fil akhiraty, khassanatan, wa hina azabanery

MESSE CHRETIENNE

Cathédrale de Dakar
Martyrs de l'Ouganda
06 h 30) 18 h 30
Saint Joseph de Médina
06 h 30 - 18 h 30

Qui était Adnan Abou Walid al-Sahraoui ?

Dirigeant jihadiste de premier plan au Sahel, Lehib Ould Ali Ould Saïd Ould Joumani, qui avait pour nom de guerre Adnan Abou Walid al-Sahraoui, est né en 1973 à Laâyoune au Sahara occidental. Il a passé une partie de sa jeunesse en Algérie, notamment dans les camps de réfugiés de Tindouf et à l'université de Constatine, où il a étudié les sciences sociales. Il aurait été aussi membre du Front Polisario, le mouvement politico-militaire qui milite pour l'indépendance du Sahara occidental, avant de rejoindre le maquis jihadiste du nord du Mali vers 2010.

Cadre du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), il a participé, en 2012, à la conquête de vastes territoires du nord du Mali, dont plusieurs grandes villes, notamment Gao où il figurait parmi les dirigeants les plus importants de la ville lors de son occupation. Chassé de cette localité en 2013 par l'opération française Serval, Abou Walid a alors fondé, avec d'autres cadres du MUJAO, le groupe al-Mourabitoun. Initialement affilié à al-Qaeda, al-Mourabitoun s'est divisé en mai 2015 quand Abou Walid a, au nom de son mouvement, prêté allégeance à l'Etat islamique (EI), lequel a officiellement accepté l'affiliation en octobre 2016. Depuis, cette franchise de l'EI dans la bande sahélo-saharienne est communément appelée Etat islamique au Grand Sahara (EIGS).

Principalement actif dans la zone dite des « trois frontières » reliant le Mali, le Niger et le Burkina Faso, l'EIGS a connu, sous l'impulsion d'al-Sahraoui, une montée en puissance fulgurante. Entre début 2018 et fin 2020, l'EIGS a organisé plusieurs attaques d'envergure contre des bases et des convois militaires, tuant plus de 500 éléments de forces de défense et de sécurité sahéliens (dont au moins 283 Nigériens, 124 Maliens et 98 Burkinabè d'après la base de données ACLED). Plus récemment, comme l'a montré Crisis Group, l'EIGS a multiplié les massacres de civils des deux côtés de la frontière entre le Mali et le Niger.

Selon la version des faits présentée par la France, Abou Walid a été tué par une frappe de drone effectuée lors d'une opération menée conjointement, le 17 août 2021, par les forces françaises et maliennes au cœur d'un sanctuaire de l'EIGS, dans la forêt de Dangarous, située au sud-est de Gao, à proximité de la frontière avec le Niger. Sa mort n'a été officiellement annoncée que le 16 septembre par les autorités françaises, qui ont justifié ce délai par la nécessité de confirmer son décès. Par ailleurs, dans sa lettre hebdomadaire Al-Naba parue le 14 octobre 2021, l'EI a publié une interview de Abou Walid, dans laquelle le groupe jihadiste demande à ce « qu'il soit accepté en martyr par Dieu », une formule qui reconnaît indirectement son décès.

Quelles répercussions aura la mort d'Abou Walid sur l'EIGS ?

L'EIGS traverse une période difficile. La disparition d'Abou Walid vient couronner la forte pression exercée sur ce groupe depuis plus d'un an par la coalition des forces anti-jihadistes au Sahel. En janvier 2020, les chefs d'Etat des pays membres du G5 Sahel et le président français Emmanuel Macron réunis à Pau, en France, avaient désigné l'EIGS comme l'ennemi prioritaire et décidé d'intensifier leurs opérations contre ce groupe. Par la suite, plusieurs actions militaires des forces françaises, sou-

vent menées conjointement avec les forces nationales, ont permis de tuer ou capturer un nombre important de ses membres, dont plusieurs hauts cadres, sahéliens et sahraouis. Parallèlement, l'EIGS affronte depuis 2019 un autre groupe jihadiste rival, le Jama'at Nusratul Islam wal Muslimin (JNIM), une coalition de groupes jihadistes affiliés à al-Qaeda. Les tentatives de l'EIGS d'empiéter sur les bastions du JNIM au nord et au centre du Mali ont exacerbé une rupture idéologique de plus en plus affirmée et créé la discorde entre les deux mouvements. Ce conflit a également contribué à l'affaiblissement de l'EIGS.

Rien ne garantit cependant qu'avec le décès d'Abou Walid, cet affaiblissement se poursuivra et que la violence qu'il a propagée diminuera. A court terme, son élimination pourrait certes désorganiser le groupe, provoquer des divisions internes et l'affaiblir. Mais, à plus long terme, sa mort pourrait aussi susciter un désir de vengeance auprès de ses combattants et conduire à une intensification de la violence. Dans un rapport de mai 2021, Crisis Group estimait déjà que les violences massives commises par l'EIGS contre les civils étaient en partie liées à l'affaiblissement relatif de l'organisation, qui avait redoublé de brutalité afin de garder la mainmise sur ses bastions. La mort d'Abou Walid pourrait renforcer cette tendance à la violence.

L'histoire récente des groupes jihadistes au Sahel montre que l'élimination de leur chef est souvent – même si cela n'est pas systématique – suivie de l'émergence de chefs plus radicaux.

Par ailleurs, l'histoire récente des groupes jihadistes au Sahel montre que l'élimination de leur chef est souvent – même si cela n'est pas systématique – suivie de l'émergence de chefs plus radicaux. Abou Walid lui-même se serait affirmé en tant que chef après la mort d'Ahmed al-Tilemsi, un Malien dirigeant ou finançant les opérations d'al-Mourabitoun dans la région et tué dans une opération française en décembre 2014. Cette succession a été l'une des principales raisons de la scission opérée en 2015 au sein d'al-Mourabitoun qui a conduit à l'adhésion d'une partie des membres de ce groupe aux thèses et aux méthodes très radicales de l'EI.

Qui succèdera à Abou Walid ?

Il est difficile de prévoir qui remplacera Abou Walid à la tête de l'EIGS. La nomination d'un nouveau dirigeant originaire du Sahel représente pourtant le scénario le plus probable pour deux raisons. D'abord, cette tendance a été récemment observée à la suite de la mort du numéro deux de l'EIGS, Abdelhakim al-Sahraoui, qui serait décédé des suites d'une maladie en mai 2021 et aurait été remplacé par Sadou Idrissa Tamboura, un Burkinabè originaire de la province du Soum. Ensuite, si l'on prête attention à ce qui se passe dans la branche voisine de l'Etat islamique en Afrique de l'Ouest, qui opère dans la zone du lac Tchad et auquel l'EIGS est en théorie rattaché – même si les liens opérationnels semblent jusqu'ici ténus – on constate qu'elle nomme systématiquement des locaux aux postes de commandement.

La nomination d'un étranger à la région sahélienne pour remplacer Abou Walid ne peut cependant pas être complètement exclue. Des rumeurs crédibles mais non confirmées font d'ores et déjà état de l'envoi de deux émissaires de la section cen-



trale de l'EI dans la région, qui pourraient être là pour faciliter la succession ou prendre eux-mêmes la tête du mouvement. Si c'est avéré, cela confirmerait que le commandement central de l'Etat islamique entend influencer cette succession, voire imposer le dirigeant qui lui convient le mieux.

En réalité, la question de l'origine du successeur d'Abou Walid aura sans doute des conséquences sur la cohérence du groupe et sur la manière dont le mouvement est perçu localement, mais elle devrait assez peu affecter la stratégie d'ensemble de l'EIGS et notamment sa faible aptitude voire son refus de dialoguer avec les Etats. Par ailleurs, des idéologues de l'EI ont ouvertement rejeté toute idée de dialogue avec les dirigeants sahéliens qu'ils considèrent comme des infidèles. Dans un entretien donné en mai 2020 à Al-Naba, l'un des principaux organes de communication de l'EI, l'Iraqien Hamza al-Qurashi, porte-parole du mouvement, estimait qu'en Afrique de l'Ouest les « apostats d'al-Qaeda se substituaient » aux forces internationales « pour combattre les soldats du califat en acceptant des négociations avec des tyrans infidèles ». De plus, la dernière interview d'Abou Walid publiée par Al-Naba en octobre 2021 dénonce elle aussi avec véhémence al-Qaeda pour son dialogue avec les états régionaux, et son engagement à ne pas attaquer des états comme l'Algérie et la Mauritanie notamment.

En quoi la mort d'Abou Walid représente-t-elle une occasion de dialogue ?

La mort d'Abou Walid ne va certes pas changer la position de l'EIGS sur le dialogue mais elle pourrait faire évoluer certains des individus qui commandent ses unités sur le terrain. Il y a là une fenêtre d'opportunité que les autorités sahéliennes devraient saisir avant qu'elle ne se referme. Qu'il soit autochtone ou étranger, le prochain dirigeant de l'EIGS aura au départ moins d'emprise sur le mouvement qu'Abou Walid. En dix ans de présence dans la région, ce dernier avait réussi à asseoir son emprise sur les commandants locaux et à tisser des liens forts avec certaines communautés frontalières. Un nouveau dirigeant mettra sans doute du temps avant de retrouver une telle influence et une implantation aussi profonde. Cela ouvre provisoirement des possibilités pour des commandants locaux qui pourraient avoir intérêt à négocier avec l'Etat mais que l'intransigeance d'Abou Walid et d'autres dirigeants étrangers retenaient jusqu'ici de

s'engager sur cette voie.

Ces commandants locaux sont d'abord poussés dans la direction du dialogue par les communautés dont ils sont eux-mêmes issus et qui subissent de plein fouet les répercussions du conflit entre l'Etat et les jihadistes. Ensuite, contrairement aux dirigeants étrangers qui paraissent enfermés dans le jihad sans autre voie de sortie que la victoire, la mort ou la reddition, les commandants locaux peuvent envisager des solutions alternatives. Même si les négociations s'annoncent difficiles, les commandants locaux pourraient chercher des amnisties voire des processus de réintégration socioprofessionnelle pour eux et leurs combattants.

Cela ne signifie pas pour autant que la seule chose qui retenait les commandants sahéliens de l'EIGS d'engager le dialogue était l'opposition forcée de leurs chefs étrangers. Il sera ainsi difficile d'amener au dialogue les commandants responsables de massacres de masse contre des civils ou ceux qui ont organisé l'attaque de Tongo au Niger en 2017, au cours de laquelle quatre soldats américains et cinq soldats nigériens ont été tués. Ceux-là sont moins susceptibles de bénéficier d'amnistie. Un accord avec l'Etat risquerait même de se faire à leur dépens et ils pourraient se voir emprisonnés ou déportés vers des pays qui les recherchent. Ils auraient alors intérêt à s'opposer au dialogue avec l'Etat et à décourager leurs compagnons de s'y engager. En outre, certains commandants, après de nombreuses années passées dans le giron de l'EIGS, sont désormais des jusqu'au-boutistes que des compromis locaux ne suffiront pas à convaincre de déposer les armes.

Du côté des autorités sahéliennes, la mort d'Abou Walid lève provisoirement l'un des principaux obstacles à la tenue d'un dialogue avec les jihadistes.

Du côté des autorités sahéliennes, la mort d'Abou Walid lève provisoirement l'un des principaux obstacles à la tenue d'un dialogue avec les jihadistes. Jusque-là, les autorités du Mali, du Niger et du Burkina Faso se sont unies dans un même refus de dialoguer avec les chefs sahraouis, donc étrangers, de l'EIGS. En mars 2021, le président nigérien Mohamed Bazoum, qui en 2016-2017 avait exploré un temps mais sans résultat l'option du dialogue avec des combattants jihadistes, a ainsi réaffirmé la position de son pays : « On ne peut pas discuter avec des gens qui ne sont pas nigériens. Et comme il n'y a pas de Nigériens avec qui discuter, la

question ne se pose pas pour nous ».

Pour ces dirigeants sahéliens, les chefs de l'EIGS sont des criminels étrangers venus semer la terreur chez eux et avec lesquels on ne peut tout simplement pas trouver de terrain d'entente. Ils ne considèrent pas que les chefs étrangers de l'EIGS soient des interlocuteurs légitimes pour faire face aux difficultés locales qui favorisent les insurrections, comme la gouvernance dans les zones rurales, la marginalisation économique ou les tensions intercommunautaires. L'influence des chefs étrangers tend d'ailleurs à reléguer au second plan les dimensions locales de l'insurrection jihadiste en faveur d'une posture plus idéologique, notamment concernant l'application de la Charia, avec laquelle les autorités sahéliennes ont du mal à envisager des compromis.

Que faire pour saisir cette éventuelle occasion de dialogue ?

Les gouvernements du Sahel central pourraient envoyer des signaux forts pour tendre la main à des interlocuteurs locaux au sein de l'EIGS et les convaincre qu'ils auraient plus de marge de manœuvre en se rapprochant de l'Etat qu'en restant dans un mouvement affaibli et enfermé dans une guerre sans fin. Dans un premier temps, les dirigeants du Sahel pourraient intensifier de façon discrète les contacts avec les commandants jihadistes locaux, puis exprimer publiquement leur position en faveur du dialogue. Cela aiderait à convaincre des jihadistes méfiants et qui doutent du sérieux de l'offre de l'Etat.

En particulier, le gouvernement du Niger, pays actuellement le plus affecté par l'EIGS et dont les dirigeants ont tenté par le passé d'établir des contacts avec des membres de ce groupe, pourrait faire des propositions concrètes pouvant intéresser au moins une partie des commandants locaux de l'EIGS. Comme Crisis Group l'a souligné dans ses publications, un des maux qui expliquent la crise actuelle est le manque de représentation politique des communautés frontalières dont sont issus un grand nombre d'insurgés – en particulier les communautés peul de la frontière Mali-Niger qui se sentent marginalisées. Les responsables nigériens pourraient initier des programmes de développement en zones pastorales, améliorer l'accès à la santé, renforcer le recrutement des jeunes issus de ces communautés dans les forces de défense et de sécurité, voire évoquer une possible amnistie pour certains jihadistes.

SOURCE : CRISIS GROUP

OPINION :

Le système économique occidental touche à sa fin

Produire ne permet plus de vivre en Occident, tandis que la Chine est devenue « l'atelier du monde ». Seuls les détenteurs de capitaux font de l'argent, et beaucoup d'argent. Le système est sur le point de s'effondrer. Les grands capitalistes peuvent-ils encore sauver ensemble leur fortune ?

La famine se répandit en Occident à la suite de la crise de 1929. Toutes les institutions furent menacées. Elles ne survécurent qu'à la faveur de la Seconde Guerre mondiale.

Déjà, au XVIIIème siècle, les économistes britanniques du capitalisme naissant s'interrogeaient autour de David Ricardo sur la pérennité de ce système. Ce qui rapportait énormément au début, finirait par devenir commun et par ne plus enrichir son homme. La consommation ne pourrait pas éternellement justifier la production de masse. Plus tard les socialistes, autour de Karl Marx [1], prédisaient l'inéluctable fin du système capitaliste.

Ce système aurait du mourir en 1929, mais à la surprise générale, il a survécu. Nous nous approchons d'un moment analogue : la production ne rapporte plus, seule la finance fait maintenant de l'argent. Partout en Occident, nous voyons le niveau de vie de la masse des gens baisser, tandis que le patrimoine de quelques rares individus atteint des sommets. Le système menace à nouveau de s'effondrer pour ne plus se relever. Les super-capitalistes peuvent-ils encore sauver leurs avoirs ou assistera-t-on à une redistribution aléatoire des richesses à la suite d'un affrontement généralisé ?

Ce n'est qu'après avoir expulsé Léon Trotsky et son rêve de révolution mondiale que Joseph Staline put construire l'URSS sans avoir à affronter les armées blanches.

LA CRISE DE 1929 ET LA SURVIE DU CAPITALISME

Lorsque survint la crise de 1929 aux États-Unis, la totalité des élites occidentales fut persuadée que la poule aux œufs d'or était morte ; qu'il fallait immédiatement trouver un nouveau système, faute de quoi, l'humanité périrait par la faim. Il est particulièrement instructif de lire la presse US et européenne de l'époque pour saisir l'angoisse qui étreignait l'Occident. D'immenses fortunes avaient disparu en un jour. Des millions d'ouvriers se retrouvaient au chômage et connaissaient non seulement la misère, mais souvent la famine. Les peuples se révoltaient. Les polices tiraient à balles réelles sur

les foules en colère. Personne n'envisageait que le capitalisme puisse s'amender et renaître. Deux nouveaux modèles furent proposés : le stalinisme et le fascisme.

Contrairement à l'image que nous en avons un siècle plus tard, à ce moment là tout le monde avait conscience des tares de ces idéologies, mais le problème le plus important, vital, était de savoir qui parviendrait au mieux à nourrir sa population. Il n'y avait plus ni droite, ni gauche, juste un sauve-qui-peut général. Benito Mussolini, qui avait été le directeur du principal journal socialiste italien avant la Première guerre mondiale, puis un agent du MI5 britannique pendant la guerre, devint le leader du fascisme, alors vécu comme l'idéologie qui allait donner du pain aux ouvriers. Joseph Staline, qui avait été bolchevik durant la révolution russe, liquida presque tous les délégués de son parti et les renouvela pour construire l'URSS, alors vécue comme une concrétisation de la modernité.

Aucun des deux leaders ne put faire aboutir son modèle : en définitive, les économistes doivent toujours céder leur place aux militaires. Les armes ont toujours le dernier mot. Ce fut donc la Seconde Guerre mondiale, la victoire de l'URSS et des Anglo-Saxons d'un côté, la chute du fascisme de l'autre. Il se trouve que seuls les États-Unis ne furent pas dévastés par la guerre et que le président Franklin Roosevelt, en organisant le secteur bancaire, donna une seconde chance au capitalisme. Les États-Unis reconstruisirent l'Europe sans écraser la classe ouvrière de peur de la voir se tourner vers l'URSS.

Klaus Kleinfeld est le directeur du projet Neom. Il siège aux conseils d'administration du Groupe de Bilderberg (Otan) et du Forum de Davos (NED/CIA).

LA CRISE APRES LA DISPARITION DE L'URSS

Cependant lorsque l'URSS disparut, fin 1991, le capitalisme, privé de rival, retrouva ses vieux démons. En quelques années, les mêmes causes provoquant les mêmes effets, la production commença à décroître aux États-Unis et les emplois furent délocalisés en Chine. La classe moyenne commença sa lente déchéance.

Les détenteurs US de capitaux se sentirent menacés. Ils tentèrent successivement plusieurs approches pour sauver leur pays et maintenir le système.

La première fut de transformer l'économie des États-Unis en exportatrice d'armes et d'utiliser les Forces armées US pour contrôler les matières premières et les sources d'énergie de la partie non-globalisée de la planète utilisées par le reste du monde. C'est ce projet, l'adaptation au « capitalisme financier » (si cet oxymore a un sens), la doctrine Rumsfeld/Cebrowski [2], qui conduisit l'État profond US à organiser les attentats du 11-Septembre et la guerre sans fin au Moyen-Orient élargi. Cet épisode donna vingt ans de répit au capitalisme, mais les conséquences intérieures furent désastreuses pour les classes moyennes.

La seconde tentative fut le frein aux échanges internationaux et le retour à la production US de Donald Trump. Mais il avait déclaré la guerre aux hommes du 11-Septembre et personne ne le laissa tenter de sauver les États-Unis.

Une troisième évolution a été envisagée. Il se serait agi de laisser tomber les populations occidentales et de déplacer les quelques multi-millionnaires dans un État robotisé d'où ils auraient pu sans crainte diriger leurs investissements. C'est le projet Neom que le prince Mohamed ben Salmane a commencé à construire dans le désert saoudien avec la bénédiction de l'Otan. Après une période d'intense activité, les travaux sont aujourd'hui au point mort.

L'ancienne équipe de Donald Rumsfeld (dont les docteurs Richard Hatchett [3] et Anthony Fauci [4]) a décidé de lancer une quatrième option à l'occasion de la pandémie de Covid-19. Il s'agit de poursuivre et de généraliser dans les États développés ce qui a été initié en 2001. Le confinement massif des populations saines à pousser les États à s'endetter. Le recours au télétravail a préparé la délocalisation de dizaines de millions d'emplois. Le passe sanitaire a légalisé une société de surveillance de masse.

Klaus Schwab organise le Forum de Davos comme Louis XIV sa cour de Versailles : il y surveille tous les multi-millionnaires pour le compte de la NED/CIA.

KLAUS SCHWAB ET LA GRANDE REINITIALISATION (GREAT RESET)

C'est dans ce contexte que le président du Forum de Davos, Klaus Schwab, a publié Covid-19 : The Great Reset. Il ne s'agit aucunement d'un programme, mais d'une analyse de la situation et d'une anticipation sur les évolutions possibles. Ce livre a été écrit pour les membres du Forum et donne une idée de leur niveau intellectuel lamentable. L'auteur enfile des poncifs en citant péle-mêle de grands auteurs et les chiffres abracadabrantesques de Neil Ferguson (Imperial College) [5].

Dans les années 70-80, Klaus Schwab fut l'un des directeurs de la société Escher-Wyss (absorbée par Sulzer AG) qui joua un rôle important dans le programme de recherche atomique de l'Afrique du Sud de l'apartheid ; contribution qui eut lieu en violation de la résolution 418 du Conseil de sécurité des Nations unies. Il n'a



donc aucune morale et peur de rien. Par la suite, il créa un cercle de chefs d'entreprise qui devint le Forum économique mondial. Ce changement de nom fut opéré avec l'aide du Centre pour l'entreprise privée internationale (CIPE) ; la branche patronale de la National Endowment for Democracy (NED/CIA). C'est pourquoi il était enregistré en 2016 au Groupe de Bilderberg (organe d'influence de l'Otan) comme fonctionnaire international, ce qu'il n'a jamais été officiellement.

Dans son livre, Klaus Schwab prépare son auditoire à une société orwellienne. Il envisage tout et n'importe quoi jusqu'au décès par la Covid-19 de 40 % de la population mondiale. Il ne propose rien de concret et ne semble préférer aucune option. On comprend juste que lui et son public ne décideront rien, mais ils sont prêts à tout accepter pour conserver leurs privilèges.

Nous sommes à l'évidence au seuil d'un énorme chambardement qui balayera toutes les institutions occidentales. Ce cataclysme pourrait être évité d'une manière simple, en changeant l'équilibre des rémunérations entre le travail et le capital. Cette solution est pourtant improbable car elle impliquerait la fin des super-fortunes.

Si l'on garde ces données à l'esprit, la rivalité Ouest-Est n'est que superficielle. Pas seulement parce que les Asiatiques ne pensent pas en termes de compétition, mais surtout parce qu'ils voient agoni-

ser l'Occident. C'est pourquoi la Russie et la Chine édifient lentement leur monde, sans espoir d'y intégrer l'Occident qu'elles considèrent comme un prédateur blessé. Elles ne veulent pas l'affronter, mais le rassurer, lui prodiguer des soins palliatifs et l'accompagner sans le forcer lors de son suicide.
par Thierry Meyssan





**LA SOCIÉTÉ
«MY MEDIA GROUPE»
SOCIÉTÉ ÉDITRICE
DU QUOTIDIEN
«DAKAR TIMES»**

**ADRESSE : Derklé Cité Marines n°37
CONTACTS : 00221-33 864 55 25
EMAIL : courrierdkt@gmail.com
SITE : www.dakartimesnews.com**

**DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Mamadou Mouth BANE
DIRECTEUR DE LA REDACTION
Amadou KA**

**MONTAGE
B. BASS
IMPRESSION ET DISTRIBUTION
Graphik Solution
graphiksolution.sn@gmail.com**

PLACE EN GARDE A VUE POUR « RECOURS A LA PROSTITUTION DE MINEURS »

Sidy Sarr, un talent inconscient

Alors que des informations qui circulaient depuis lundi faisant état de la mise aux arrêts de joueurs de Nîmes Olympique commençaient à susciter la curiosité dans la presse, L'Equipe a finalement révélé hier qu'il s'agit bien de Sidy Sarr. Le milieu de terrain international sénégalais a été placé en garde à vue (prolongée) depuis lundi pour « recours à la prostitution de mineurs » avant d'être libéré bénéficiant d'un placement sous contrôle judiciaire. Le jeune thiessois n'est d'ailleurs pas à son premier acte extra-sportif et aux antipodes du professionnalisme. Ce qui est plus que dommage pour un milieu de terrain qui avait le talent nécessaire pour faire une belle carrière dans le football.

Sidy Sarr, le nouveau Bad-boy du football sénégalais ? C'est tout comme. Rien que cette saison, le milieu de terrain de 25 ans a répété les frasques qui ont fini d'entacher sa réputation et impacter sur sa carrière de footballeur.

Poursuivi pour une affaire de mœurs

Jusqu'à mardi, on se demandait encore qui aurait pu être ce joueur qui a maille à partir avec la justice ? Hier, Objectif Gard révélait qu'un joueur du Nîmes Olympique aurait eu recours à la prostitution de mineurs. Alors que le footballeur voulait déclarer le vol de sa voiture, la personne coupable de ce fait - mineure, aurait eu des relations sexuelles tarifées avec le joueur. Toutefois, l'identité n'avait pas fuité en dehors du fait qu'il soit international, d'environ 25 ans et absent lors de la défaite contre Ajaccio. Mais finalement, on en sait un peu plus désormais : il s'agit malheureusement de Sidy Sarr. C'est le Journal L'Equipe qui a révélé l'identité du joueur en question. Selon Midi Libre, l'international sénégalais aurait même reconnu avoir eu des relations sexuelles consenties et tarifées avec deux mineures âgées de 17 ans. La garde à vue de Sidy Sarr a même été prolongée. Aux dernières nouvelles, le milieu sénégalais déferé au palais de justice de Nîmes a été présenté à un juge d'instruction qui lui a signifié sa mise en examen. Le juge des libertés et de la détention a demandé son placement sous contrôle judiciaire mais a laissé le footballeur libre. En attendant de connaître la suite de cette affaire que certains proches du joueur considèrent comme « un complot », le joueur va pouvoir rejoindre ses coéquipiers.

Une image d'enfant gâté

En attendant de voir si l'enfant de Thiès pourra s'en sortir sans grands dommages, il faut reconnaître que Sarr, au regard des dernières épreuves qu'il a vécues, est loin d'être un joueur exemplaire. Il y a quelques mois, le N6 de Nîmes Olympique a été sanctionné par son club par manque de ponctualité et de discipline. En effet, en juin dernier, au moment de préparer la nouvelle saison, Sidy Sarr faisait partie des joueurs nîmois qui ont été sanctionnés par le coach pour avoir manqué à l'appel lors de la reprise des entraînements au domaine de Bastide ; son compatriote Moussa Koné, Karim Aribi et lui-même n'avaient pas répondu à la convocation du staff. Si l'algérien avait prévenu de son retard, les Sénégalais Sarr et Koné n'ont pas donné de justification quant à leur absence. Ils ont

donc été sanctionnés avec retenue sur salaire décomptée pour chaque jour d'absence. La saison dernière, alors que le coach de Sidy Sarr était dans l'attente de nouvelles recrues, Bernard Blaquart s'était encore privé de son milieu sénégalais pour le stage du Nîmes Olympique en Espagne. En retard de plus d'une heure, le milieu de terrain a provoqué la colère du staff qui avait décidé de ne pas l'attendre, et qui lui a même demandé de ne pas rejoindre le groupe. « Plus que jamais, on a besoin d'avoir des joueurs impliqués », disait à ce propos l'entraîneur des Crocos.

Pour ceux qui le connaissent, le demi-finaliste de la Coupe du Monde U20 2015 est loin de tout reprocher par rapport à son comportement de tous les jours. Il passerait plus de

temps dans des milieux loin du cadre professionnel (Boite de nuit, balade...). Cette succession de bévues assez regrettables qui ne rime pas avec le sort de haut niveau.

Du gâchis

Ainsi, même si on bien aimer Sidy Sarr mais on peut facilement reconnaître qu'il manque de professionnalisme. Il avait pourtant suscité une énorme sensation ressentie lors de ses premières apparitions en équipe nationale A : celle de croire que l'ancien pensionnaire de Dakar Sacré-Cœur venait de franchir une grande étape de sa carrière. Puis sont venues les baisses de régime voire le sabotage volontaire. Sidy Sarr ne manque pas de talent ; il a tout ce qu'il faut y compris le gabarit pour s'imposer. Il incarnait, avec ses co-



équipiers de la génération des U20 finalistes de la CAN 2015 de cette catégorie et demi-finalistes de la Coupe du monde en Nouvelle Zélande la même année. Sauf que pour faire une belle carrière dans le football, le seul talent ne suffit pas. C'est ce que Sadio Mané a compris en se privant de plein de bonheur de la vie

pour se concentrer sur son job, le football, rien que le football et aujourd'hui, il entre dans la légende du football africain et mondial. Mais Sidy Sarr, un joueur auquel on prête un gros potentiel est loin d'atteindre la moitié du chemin parcouru par les références en sélections nationale.

Jacques Victor GOMIS

BREVES... BREVES... BREVES...**Elim mondial (F) : Les Lionnes en bonne posture**

L'équipe nationale féminine a battu celle du Liberia 2-1 ce mercredi à Monrovia en match aller du deuxième tour éliminatoire de la Coupe d'Afrique des nations féminine. Les Lionnes ont mené 2-0 avant que l'équipe hôte ne réduise la marque à 1-2. La manche retour est prévue mardi au stade Alassane Djigo de Pikine. En cas de victoire sur ce tour, elles seront opposées à l'équipe nationale féminine qui sortira vainqueur de la double confrontation Mali-Guinée. Les Lionnes n'ont pris part qu'à une seule phase finale de CAN en 2012 en Guinée Equatoriale. La prochaine édition aura lieu en 2022 au Maroc.

Red Star : Habib Bèye confirmé sur le banc (officiel)

Nommé entraîneur intérimaire du Red Star après l'éviction de Vincent Bordot, le 13 septembre, Habib Bèye va bien rester sur le banc du club de National. En effet, la formation audonienne a décidé de poursuivre l'aventure avec le consultant de Canal+, qui occupera le rôle d'entraîneur numéro 1. "Au cours des 30 derniers jours d'intérim, Habib Bèye a su redynamiser le groupe professionnel en instaurant des principes et une méthode qui ont permis au Red Star d'entamer une dynamique de résultats positifs. C'est donc naturellement que Patrice Haddad et Habib Bèye ont conjointement décidé, qu'Habib continuerait de superviser l'équipe première, aux côtés de Randy Fondelot, Faouzi Amzal et Rodolphe Rothe-Boll", précise le Red Star dans un communiqué. Revers de la médaille pour le Red Star, le club de la banlieue nord de Paris devra payer une amende de 3 000 euros par match, étant donné que le technicien, qui affiche un bilan de deux victoires, un nul et une défaite depuis son arrivée, ne possède pas les diplômes requis. Chaque club de National doit disposer d'un entraîneur titulaire du BEPF ou possédant le DES (diplôme d'Etat supérieur) ou le BEES2 (brevet d'Etat d'éducateur sportif) ayant exercé au sein du club durant les douze mois précédant sa nomination.

Barça : accord total pour Fati

Désigné comme le successeur de Lionel Messi au FC Barcelone, Ansu Fati (18 ans, 4 apparitions et 2 buts toutes compétitions cette saison) va jurer fidélité à son club formateur. Selon Mundo Deportivo, les dirigeants catalans et l'ailier espagnol ont trouvé un "accord total" pour la prolongation de leur collaboration de cinq années, soit jusqu'en juin 2027. En plus d'une sensible revalorisation salariale, le nouveau numéro 10 du FCB disposera d'une clause libératoire fixée à un milliard d'euros, soit le même montant que celle de Pedri, récemment prolongé jusqu'en juin 2026.

Man City : prix fixé pour Sterling

Désireux de changer d'air, Raheem Sterling (26 ans, 12 apparitions et 1 but toutes compétitions cette saison) ne serait pas contre un challenge au FC Barcelone. Mais la situation financière déplorable du club catalan

constitue un véritable frein pour tenter d'attirer l'ailier de Manchester City dès cet hiver. Selon Marca, le champion d'Angleterre évalue le natif de Kingston (Jamaïque) à 80 millions d'euros. Un tarif prohibitif pour le pensionnaire du Camp Nou, qui ne dispose que d'une enveloppe de 20 millions d'euros pour le mercato de janvier.

3ÈME J LIGUE DES CHAMPIONS**Mendy et les Bleus déroulent**

Après sa défaite face à la Juventus lors de la dernière journée (0-1), Chelsea d'Edouard Mendy n'avait pas d'autre choix que de s'imposer face au club suédois de Malmö. Favoris dans cette rencontre, les Blues n'ont pas tremblé (4-0). Jorginho a inscrit un doublé sur penalty (20e, 56e). Les autres buts ont été inscrits par Andreas Christensen (9e) et Kai Havertz (47e). La soirée des hommes de Thomas Tuchel aurait pu être parfaite mais elle a été quelque peu gâchée par la sortie de Romelu Lukaku. Pas vraiment inspirée sur la pelouse du Zenit Saint-Petersbourg, la Juventus Turin s'est imposée en toute fin de match grâce à Dejan Kulusevski. La Vieille Dame, qui enchaîne une quatrième victoire de suite sur le même score, confirme avec un troisième succès en trois journées et reste solide leader de son groupe devant Chelsea.

Ronaldo et United renversent Atalanta

Soirée de folie à Old Trafford. Au fond du sac et mené de deux buts à la pause par l'Atalanta Bergame, Manchester United s'est imposé en marquant trois buts en seconde période (3-2). C'est Cristiano Ronaldo qui a offert les trois points à ses coéquipiers. United prend la tête de son groupe, deux points devant les Italiens.

Le Bayern sans pitié, le Barça s'en sort

Le Bayern a longtemps été accroché par Benfica. Mais il a placé une accélération irrésistible dans les vingt dernières minutes en inscrivant quatre buts, dont un doublé de Leroy Sané, pour signer un large succès à Lisbonne mercredi, lors de la 3e journée (0-4). Les Bavarois enchaînent une troisième victoire en trois matches et s'envolent en tête du groupe E. La victoire était obligatoire et le Barça a arraché sa première victoire de la saison en C1 en battant laborieusement le Dynamo Kiev sur sa pelouse (1-0) grâce à Gerard Piqué (36e). Barcelone n'est pas tiré d'affaire pour autant. Troisième de son groupe, la bande à Depay un point de retard sur le Benfica et trois sur le Bayern qui comptent un match en moins.

Lille stagne

Au terme d'un match qui ne restera pas dans les mémoires, et où les Lillois ont attendu les 10 dernières minutes pour se montrer vraiment dangereux, le LOSC a concédé un deuxième match nul 0-0 à domicile face à un FC Séville dominateur. Après trois journées, les Lillois font du sur-place et restent troisième du groupe G avec deux points.